

LETEMPS.CH

«En Irak, les bombes à fragmentation posent problème»

Questions à Martin Dahinden, directeur du Centre international de déminage humanitaire.

Propos recueillis par Valérie de Graffenried

Mardi 29 avril 2003

Rubrique: Suisse

Basé à Genève, le Centre international de déminage humanitaire (CIDH) a fêté ses cinq ans lundi. Il dispose actuellement d'un budget de 17 millions de francs que la Suisse finance à hauteur de 46%. Le CIDH est surtout actif dans le domaine de la recherche et de l'assistance opérationnelle et fonctionne comme secrétariat du traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Si le CIDH n'interviendra en Irak que lorsque le rôle de l'ONU dans l'après-guerre sera clairement défini, environ vingt experts de la Fondation suisse de déminage (FSD), totalement indépendante du CIDH, ont par contre de leur côté déjà commencé leur travail dans le sud du pays pendant les fêtes de Pâques. Entretien avec l'ambassadeur Martin Dahinden, directeur du CIDH.

Le Temps: Comment allez-vous contribuer au déminage de l'Irak?

Martin Dahinden: Nous travaillons généralement sous mandat des Nations unies en leur fournissant nos services et assistance grâce à des experts hautement spécialisés et nous attendons donc qu'ils définissent clairement ce qu'ils attendent de nous. Mais grâce à notre Système de gestion de l'information dans la lutte antimines (IMSMA), nous avons déjà commencé à collecter les données sur l'état de la situation sur place. Cette base de données servira en quelque sorte de «colonne vertébrale» aux futures opérations de déminage.

– A quels principaux obstacles seront confrontés les experts sur le terrain? Les bombes à fragmentation américaines semblent poser autant de problèmes que les mines antipersonnel posées par les

Irakiens...

– L'Irak est un pays très miné puisque non seulement des mines antipersonnel et engins non-explosés ont été posés lors de ce conflit et de la première guerre du Golfe, mais il en subsiste encore de nombreux le long de la frontière irako-iranienne, qui datent du conflit entre les deux pays. Il est très difficile de chiffrer ce phénomène. Les Américains n'ont à ma connaissance pas eu recours à des mines antipersonnel pendant cette guerre, mais il est vrai que les bombes à fragmentation posent aussi problème: il s'agit de bombes lâchées depuis les avions qui, si elles n'explosent pas dans les airs, fonctionnent sur le sol de la même façon que des mines antipersonnel.

– Votre travail permet notamment de sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire dans les pays dévastés par un conflit, or vous disposez d'un budget très maigre par rapport à ceux des organisations humanitaires. Y voyez-vous là une certaine incohérence?

– L'on ne dispose effectivement jamais de moyens suffisants lorsqu'il s'agit de débarrasser le monde d'un tel fléau! En 1999, nous disposions d'un budget de 3,8 millions de francs, financé entièrement par le gouvernement suisse, et il est maintenant de 17 millions, ce qui est déjà un progrès. Mais il est vrai que nous cherchons toujours plus de donateurs et voulons faire en sorte que les gouvernements étrangers participent davantage au financement du CIDH.